

SHORT NEWS

Mut zur Lücke

Stärker könnte der Kontrast kaum sein: Während Bundeskanzlerin Merkel im vergangenen Herbst noch die Verlängerung der Laufzeiten von Atomkraftwerken forderte, hält sie den Atomausstieg nun für eine „riesige Chance für kommende Generationen“ und kündigte ihn für 2022 an. Noch ist das Fundament für den Atomausstieg jedoch nicht gefestigt, denn schon rückt die Atomlobby mit altbekannten Argumenten an. Eines davon ist die Gefahr angeblicher Versorgungslücken, die eine stärkere Import-Abhängigkeit zur Folge hätten. Doch liegt es in der Natur der Sache, dass wenig fundierte Argumente zumeist auch recht einfach widerlegt werden können. Dies zeigte der Schweizer Wissenschaftsjournalist Marcel Hänggi, der den Atomkonzernen in der Zeitung Woz das „kleine Einmaleins des Marktes“ erklärte. Die Preiselastizität führt dazu, dass bei sinkendem Energieangebot, die Energiepreise steigen, was einen Rückgang der Nachfrage zur Folge hat. Dies wiederum scheint ungefährlich, denn allein durch eine effizientere Energienutzung ließen sich bis zu 85% Energie sparen, so Energieökonom Eberhard Jochen. Zudem sei der Anreiz, erneuerbare Energien weiter zu entwickeln so deutlich größer. Entsprechend realistisch scheint auch die Meinung vieler Experten, ein Atomausstieg in Deutschland sei bis 2017 machbar.

Mobilfunk: So gefährlich wie DDT... oder Kaffee

Für Aufsehen sorgt zurzeit das Ergebnis eines Treffens von KrebsexpertInnen: Die Weltgesundheitsorganisation (WHO) hat Handys als „möglicherweise krebserregend“ eingestuft - in der gleichen Kategorie wie das Schwermetall Blei oder die Chemikalie DDT. Allerdings ist diese Kategorie „2b“ breit gefasst: Auch Kaffee und in Essig eingelegtes Gemüse fallen darunter. Grund für die Einstufung war eine Neubewertung der umfangreichen Interphone-Studie, in der ein möglicher Zusammenhang zwischen Vieltelefonieren und Gehirntumoren festgestellt wurde. Die Wahrscheinlichkeit einer Erkrankung ist gegebenenfalls zwar niedrig, sie betrifft aber fast die gesamte Bevölkerung. Deshalb werden von der WHO Vermeidungsstrategien wie Freisprecheinrichtungen und SMS empfohlen. Der grüne Abgeordnete Jean Huss nimmt die WHO-Einstufung zum Anlass für eine parlamentarische Anfrage: Man solle besonders junge Menschen schützen und sensibilisieren. Über die allgemein als Hauptgefahr gesehene Handystrahlung direkt am Ohr hinaus warnt Huss allerdings vor allen Formen drahtloser Kommunikation, insbesondere in den Schulen. Richtig ist, dass dort schwach strahlende Technologien wie „Wireless LAN“ flächendeckend zur Anwendung kommen - und kaum jemand sich ein Leben „ohne“ vorstellen mag.

woxx@home

Zeitungs-Labor

Auch im dritten Jahrzehnt hat die woxx das Experimentierstadium noch immer nicht hinter sich gelassen. Das gefällt besonders angehenden JournalistInnen, die sich recht zahlreich melden, um ein mehrwöchiges Praktikum in der „anderen“ Wochenzeitung zu absolvieren. Doch mehr als zwei oder drei KandidatInnen kann die Redaktion nicht zufriedenstellend betreuen, weshalb inzwischen sogar richtige Einstiegstests für PraktikantInnen abgehalten werden. Eine der Glücklichen wird ab dieser Woche bis Ende Juli die Redaktion verstärken: Lisa Harms, die schon in den vergangenen Monaten einige Artikel über die Großregion in der woxx veröffentlicht hat. Sie absolviert derzeit ihr Studium an der Universität des Saarlandes und hat auch schon einige Semester im benachbarten Frankreich verbracht.

AKTUELL

CONSOMMER CONTRE LE NUCLÉAIRE

Verts, mes électrons !

Raymond Klein

Que choisir en matière d'électricité ? Cinq produits sont labellisés « verts » par les ONG, mais deux fournisseurs seulement peuvent faire valoir une orientation écologique crédible.

A quelque chose malheur est bon. La catastrophe de Fukushima a alarmé l'opinion publique quant aux dangers du nucléaire... et amené de nombreux-ses citoyen-ne-s à s'interroger sur la provenance de leur courant électrique. Cette question a été ramenée de la sphère politique vers la sphère marchande par des déclarations comme celle du ministre de l'économie Jeannot Krecké, rappelant que seulement quelques pour cent des consommateurs avaient choisi de passer à l'électricité verte. Les organisations écologistes ont certes rappelé que des mesures politiques pouvaient être prises - restreindre l'importation de courant nucléaire, hâter la mise en oeuvre des énergies renouvelables - mais ont fini par se plier au jeu. Fin avril, Greenpeace, le Mouvement écologique et Eurosolar avaient présenté le classement actualisé des offres de courant vert au Luxembourg (woxx 1108).

Depuis, plusieurs fournisseurs d'électricité ont encore « verdi » leur gamme de produits, et les trois ONG viennent de publier une mise à jour. Annonce la plus spectaculaire, celle de Jeannot Krecké jouant les porte-parole de la société Enovos, au capital en partie public, lors d'un débat sur la politique énergétique à la Chambre : Par défaut, l'ensemble des ménages clients seraient alimentés en électricité verte à partir d'octobre prochain. Plus discrètement, le profil des produits « Switch blue » d'Electris et « Terra Invest » de Sudstrom a également évolué. Le choix n'en est pas devenu plus facile, mais, comme indiqué il y a un mois, le woxx a examiné l'offre en détail.

Tout d'abord, on relève que les trois ONG font la fine bouche par rapport au courant standard soi-disant vert d'Enovos. S'il est effectivement « propre » - sans nucléaire, ni charbon - ce produit ne satisfait pas au critère de l'« utilité supplémentaire ». En effet, les ONG estiment qu'en plus d'être produit à partir d'énergies renouvelables, l'achat de « courant vert » devrait directement contribuer à la construction de nouvelles cen-

trales « vertes ». Ce critère est depuis longtemps rempli par les produits ciblés « nova naturstrom » d'Enovos, « green_energy » de LEO et « eida.green », et depuis peu par « Switch blue » et « Terra Invest ».

Les esprits tordus suggéreront que le comportement le plus écologique serait alors d'acheter du courant nucléaire - le moins cher - et de faire don de la différence de prix à Eurosolar... On ne peut cependant faire abstraction de l'aspect symbolique de l'électricité verte : afficher, à travers un choix de consommation, son engagement contre le nucléaire et le réchauffement climatique. En ce sens, il est normal que les trois ONG n'examinent pas seulement la nature d'un produit, mais aussi l'orientation générale de la société qui le propose, même si ce n'est pas un critère d'exclusion. Ainsi, on constate qu'Enovos, LEO et Electris continuent à vendre de l'électricité « sale », issue d'énergies nucléaire ou fossile, notamment aux clients professionnels.

Aux yeux de woxx, jusqu'ici client de LEO, cela constitue une raison suffisante de changer de fournisseur - d'autant plus que Sudstrom montre qu'il est possible d'en faire autrement pour une structure communale. Malgré l'intérêt particulier de « nova naturstrom », le seul courant vert à être produit « en temps réel », l'orientation de la société Enovos nous semble trop équivoque en matière environnementale.

Parmi les deux fournisseurs restants, Eida est bien le seul à vendre à l'ensemble de ses clients un courant non seulement « propre » mais aussi « vert » au sens des ONG. C'est d'ailleurs la raison d'être de cette société fondée avec l'idée de mettre à profit la libéralisation du marché de l'électricité en Europe pour promouvoir les énergies renouvelables. Il faut chercher ailleurs l'intérêt du produit « Terra Invest », à ne pas confondre avec le courant standard « Terra », propre mais pas vert. En soutenant Sudstrom, on soutient l'expérience unique d'obliger l'ensemble des clients d'une ville à renoncer à l'électricité « sale ». Cela est risqué du point de vue commercial mais payant du point de vue écologique - et montre une voie à suivre plutôt politique que marchande.